



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

**9407<sup>e</sup>** séance

Lundi 28 août 2023, à 10 heures

New York

*Provisoire*

*Présidente :* M<sup>me</sup> Thomas-Greenfield ..... (États-Unis d'Amérique)

*Membres :*

Albanie .....	M <sup>me</sup> Dautllari
Brésil .....	M. França Danese
Chine .....	M. Dai Bing
Émirats arabes unis .....	M <sup>me</sup> Alhefeiti
Équateur .....	M. Montalvo Sosa
Fédération de Russie .....	M. Polyanskiy
France .....	M <sup>me</sup> Broadhurst Estival
Gabon .....	M <sup>me</sup> Ngyema Ndong
Ghana .....	M. Agyeman
Japon .....	M <sup>me</sup> Shino
Malte .....	M <sup>me</sup> Gatt
Mozambique .....	M. Fernandes
Suisse .....	M. Hauri
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	M. Kariuki

## Ordre du jour

### La situation au Mali

Lettre datée du 18 août 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2023/611)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation au Mali**

#### **Lettre datée du 18 août 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2023/611)**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Mali à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. El-Ghassim Wane, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, et M<sup>me</sup> Beatrice Abouya, Directrice régionale par intérim de Search for Common Ground.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres sur le document S/2023/611, qui contient le texte d'une lettre datée du 18 août 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général.

Je donne maintenant la parole à M. Wane.

**M. Wane** : Je vous remercie, Madame la Présidente, pour l'opportunité qui m'est offerte ce jour de faire le point sur les avancées faites s'agissant du processus de clôture de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à la suite de la décision prise le 30 juin de mettre un terme à son mandat, conformément à la demande faite à cet effet par les autorités maliennes. Mon propos se veut un complément de la lettre datée du 18 août 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2023/611).

Immédiatement après l'adoption de la résolution 2690 (2023), qui demande que la fermeture de la Mission soit achevée d'ici au 31 décembre 2023, la MINUSMA, en coordination avec le Secrétariat de l'ONU, a établi un groupe de travail intégré afin d'élaborer un plan de réduction et de retrait de la Mission. Ce plan prévoit un retrait et un rapatriement du personnel ainsi que des équipements

et matériels déployés dans les zones d'opération de la MINUSMA, selon un calendrier et un ordre séquentiel précis, tout en gardant à l'esprit l'exigence d'un processus ordonné et conduit en toute sécurité.

*(l'orateur poursuit en anglais)*

Compte tenu de l'importance capitale de la coopération avec les autorités maliennes pour garantir l'efficacité de cette entreprise, j'ai rencontré le Ministre malien des affaires étrangères le 3 juillet pour examiner les conditions nécessaires à un processus conduit de façon organisée et en toute sécurité. Par la suite, des mécanismes de coordination, composés de représentants du Gouvernement de transition et de la MINUSMA, ont été mis en place aux niveaux technique et politique afin de coordonner tous les aspects du retrait et de tenir l'échéance du 31 décembre. Je félicite les autorités maliennes de leur coopération et de leur soutien jusqu'à présent.

Le retrait d'une mission établie depuis plus de 10 ans en l'espace de six mois est une entreprise complexe et ambitieuse. Concrètement, cela implique le rapatriement de 12 947 agents en tenue, la cessation de service pour 1 786 membres du personnel civil, le rapatriement ou le transfert de quelque 5 500 conteneurs maritimes de matériel appartenant aux contingents et à l'ONU et près de 4 000 véhicules, ainsi que la fermeture et la restitution, aux autorités civiles maliennes, de 12 camps et d'une base opérationnelle temporaire. La tâche est d'autant plus difficile qu'elle est soumise à de nombreuses autres contraintes liées à la géographie, au climat, à la logistique et à l'infrastructure. Il faut ajouter à cela les graves risques associés à la situation actuelle en matière de sécurité.

Comme le Secrétaire général le souligne dans sa lettre, le retrait et la clôture de la Mission se déroulent en deux phases : d'abord, la période qui va jusqu'au 31 décembre, puis la période de liquidation, qui débutera le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

La première phase du programme et le retrait ont commencé le 17 juillet, l'accent étant mis sur la fermeture des avant-postes les plus petits et les plus éloignés de nos camps géants de Tombouctou, Gao et Mopti, ce qui a réduit notre empreinte géographique de 25 %. Le 25 août, il y a donc quelques jours, nous avons achevé la première phase avec la fermeture de la base de Ménaka. Plus tôt dans le mois, nous avons successivement fermé la base opérationnelle temporaire d'Ogossagou, dans la région de Bandiagara, au centre du Mali, et les camps de Ber et de Goundam, dans la région de Tombouctou.

Le départ de la MINUSMA de chacun de ces camps s'est accompagné de la signature, avec les représentants civils désignés des autorités maliennes, de documents attestant l'état des camps laissés vacants et confirmant que la Mission avait rempli ses obligations en matière d'environnement. À cet égard, je souligne que la Mission s'efforce autant que possible d'opérer une remédiation environnementale et d'évacuer toutes les matières dangereuses avant de restituer les lieux aux autorités, malgré de sérieuses contraintes de temps et la réduction progressive du dispositif de sécurité avec lequel nous fonctionnons.

En outre, des négociations sont en cours pour achever l'élaboration d'un accord-cadre général qui énoncera les obligations des deux parties en vertu des instruments et des politiques applicables de l'ONU.

*(l'orateur reprend en français)*

Des avancées notables ont été accomplies à ce jour, et nous restons sur la bonne voie pour la clôture de la Mission d'ici au 31 décembre 2023. Toutefois, des difficultés se sont présentées dans la mise en œuvre de cette première phase du plan de retrait.

À cet égard, l'expérience de la fermeture du camp de Ber a été révélatrice. Le dernier convoi de Casques bleus, d'équipements et de matériel qui s'est retiré de Ber pour rejoindre la ville de Tombouctou a mis 51 heures pour parcourir les 57 kilomètres du trajet en raison de la nature du terrain, qui est peu favorable, situation aggravée par la saison des pluies, et de l'insécurité. Ce convoi a été attaqué à deux reprises par des éléments armés non identifiés, blessant quatre Casques bleus et endommageant trois véhicules avant d'arriver à Tombouctou.

Le retrait de Ber s'est également avéré difficile sur le plan politique, les autorités maliennes et les mouvements signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali étant en désaccord sur le sort à réserver au camp après le départ de la MINUSMA. Pour sa part, en raison de l'extension des affrontements à la zone de Ber et des risques que la situation posait pour la sécurité des Casques bleus, la Mission a dû avancer son départ du camp, qui est intervenu le 13 août, au lieu du 15, comme initialement envisagé.

De même, les convois transportant du matériel et des équipements de nos bases de Goundam, dans la région de Tombouctou, et d'Ogossagou, dans le centre du Mali, ont été la cible d'engins explosifs improvisés, tandis que le dernier convoi de Gao à Ménaka a également été pris pour cible par des éléments armés non identifiés.

Heureusement, cette attaque n'a fait ni dégâts matériels ni pertes en vies humaines.

Avec la fin de la première phase, nous avons rapatrié un total de 1 096 agents en tenue dans leurs pays respectifs, cependant que 79 conteneurs de matériel et d'équipements ont déjà été transférés hors du Mali. Une nouvelle réduction du personnel en tenue est attendue à la fin du mois de septembre. En ce qui concerne le personnel civil, conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, 291 membres du personnel civil, y compris des Volontaires des Nations Unies, soit environ 33 % de nos effectifs civils, quitteront leurs fonctions d'ici au 30 septembre.

La deuxième phase du processus de réduction des effectifs et de retrait, que nous entamons maintenant, se déroulera jusqu'au 15 décembre 2023. Elle se concentrera sur la fermeture de six bases : Tessalit, Aguelhok et Kidal, dans le nord du Mali, Douentza et Mopti, dans le centre du pays, et Ansongo, dans le nord-est. Le personnel, les équipements et le matériel concernés seront redéployés dans les camps géants de Tombouctou, Gao et Bamako, avant d'être rapatriés dans leurs pays respectifs. Cette phase sera extrêmement difficile. Les convois devant évacuer le personnel, les équipements et le matériel de Tessalit, Aguelhok et Kidal vers Gao, par exemple, devront parcourir 563 km dans chaque sens pour Tessalit, 415 km pour Aguelhok et 352 km pour Kidal. Il faudra au moins 1 050 camions pour transporter tous les équipements et le matériel appartenant aux contingents et ceux appartenant aux Nations Unies. À cela s'ajoute le fait que le terrain est difficile et l'insécurité, omniprésente.

Le retrait du matériel et des équipements de Tombouctou, outre les problèmes de sécurité, se heurte à des contraintes logistiques. Nous ne pourrions transporter plus de six conteneurs par jour en utilisant des barges sur le fleuve Niger durant les mois navigables, qui vont d'août à novembre chaque année. Avec de telles limitations, le retrait des 2 000 chargements prévus de Tombouctou vers des zones de transit à l'étranger va nécessiter l'identification d'itinéraires supplémentaires.

La situation au Niger a également une incidence sur notre plan de retrait, qui repose sur l'utilisation de zones de transit à Cotonou et à Lomé. Il est essentiel que nous puissions transporter des équipements et du matériel à travers le Niger jusqu'à ces ports pour leur rapatriement subséquent vers les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police concernés.

Outre les contraintes logistiques et de sécurité, la fermeture de la MINUSMA comporte également une dimension politique. Cela était prévisible, étant donné que la présence de la Mission dans ces avant-postes du nord a contribué au respect par les parties signataires du cessez-le-feu et des arrangements sécuritaires, tout en soutenant également la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation de 2015.

Ce retrait intervient dans un contexte marqué par la paralysie des structures de suivi de l'accord de paix, qui ne se sont pas réunies depuis novembre 2022, et par un grave déficit de confiance entre les parties. Sans surprise, les parties ont adopté des positions divergentes sur le sort des camps qui seront libérés par la Mission. À cet égard, les autorités de transition ont signifié à la Mission qu'elles entendaient reprendre tous les camps de la MINUSMA après leur évacuation, soulignant que l'accord de paix n'abroge pas la responsabilité de l'État d'assumer le contrôle de son territoire afin de protéger les populations et d'assurer la sécurité. Les mouvements signataires, en revanche, notamment la Coordination des mouvements de l'Azawad, ont invoqué les arrangements sécuritaires de 2014 pour objecter au déploiement des forces armées maliennes dans les zones qu'ils contrôlent et insister sur la nécessité d'opérer dans le cadre de l'accord de paix.

Dans le contexte de la résolution 2690 (2023), la MINUSMA a rappelé et continue de rappeler à toutes les parties prenantes le calendrier serré du départ de la Mission, et les paramètres qui sous-tendent la fermeture de ses camps, y compris le fait que les bases sont légalement transférées à l'État malien. En outre, la Mission continue à encourager les parties à parvenir à un accord pour éviter des incidents inutiles, dont les conséquences pourraient être considérables. De tels incidents compliqueraient en effet le processus de retrait, affecteraient négativement le travail des entités onusiennes après la clôture de la Mission, et compromettraient sérieusement les perspectives de reprise de la mise en œuvre de l'accord de paix, qui est une pierre angulaire de la stabilisation à long terme du Mali. Il n'est point nécessaire de souligner l'urgence de la situation, étant donné le délai très court imparti pour la clôture de la Mission et le peu de flexibilité dont nous disposons dans notre processus de retrait.

Il est encourageant de constater que les parties prenantes ont conscience de la délicatesse du processus et de la nécessité de le gérer avec prudence. Les autorités maliennes, lors de plusieurs réunions avec moi ainsi qu'avec le Secrétaire général adjoint, Jean-Pierre Lacroix, lors de sa visite au Mali il y a deux semaines, ont souligné

qu'il n'y avait aucune intention d'entrer en confrontation avec les mouvements signataires, exprimant leur engagement au dialogue pour résoudre tout problème qui pourrait survenir et les efforts déployés à cet effet. De même, les mouvements signataires ont également exprimé leur volonté de résoudre les différends de manière pacifique et de contribuer à la création des conditions nécessaires à la reprise du processus de paix. Il est maintenant du devoir des parties de transformer ces expressions de bonne volonté en mesures concrètes afin d'éviter une crise tout aussi mal venue que potentiellement dangereuse et de faire avancer la cause de la paix et de la réconciliation au Mali, prenant en cela appui sur les avancées enregistrées ces huit dernières années, y compris la fin de la belligérance armée. La semaine dernière, une initiative a été lancée par des membres éminents des communautés arabes et touarègues à Bamako pour faciliter le dialogue et l'entente entre les autorités de transition et les mouvements signataires, afin d'éviter l'escalade et de préserver l'accord de paix.

Ces développements liés au retrait de la Mission mettent en relief l'importance du travail effectué en collaboration avec les autorités maliennes sur le transfert des tâches précédemment effectuées par la Mission. Du 2 au 4 août, la MINUSMA, de concert avec le Gouvernement malien, a animé une table ronde de trois jours sur les activités de soutien à la transition, au processus de paix, à la restauration de l'autorité de l'État, à la promotion et à la protection des droits de l'homme et à d'autres questions transversales. L'équipe de pays des Nations Unies, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la mission de renforcement des capacités de l'Union européenne au Mali ont pris part à cette rencontre. L'objectif était de mieux expliquer le travail accompli et d'évaluer les perspectives et les possibilités pratiques de poursuite des tâches conduites jusqu'ici par la MINUSMA, en premier lieu par les autorités maliennes, et le cas échéant par l'équipe de pays des Nations Unies et par d'autres parties prenantes. Les représentants du Gouvernement ont réaffirmé qu'ils assumeraient leurs responsabilités. Les membres de l'équipe de pays des Nations Unies ont également exprimé leur volonté de soutenir les autorités de la transition sur la base du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du Mali, et indiqué qu'elles reprendraient certains des programmes résiduels de la MINUSMA, tout en soulignant la nécessité de ressources supplémentaires.

Des discussions sont en cours sur la manière de consolider et de préserver les résultats obtenus dans le cadre du soutien au Gouvernement et au peuple maliens, tout en cherchant à maintenir un environnement propice à l'engagement à long terme de l'ONU au Mali et dans l'ensemble de la région. Toutefois, des difficultés subsistent en raison du calendrier serré de retrait de la Mission, ainsi que de la cessation immédiate de son mandat substantiel en vertu de la résolution 2690 (2023), qui n'a pas permis d'envisager une période de transition proprement dit. Dans ce contexte, il est important de reconnaître que certaines tâches ne pourront pas être transférées de manière effective.

Alors que la MINUSMA entame son dernier chapitre au Mali, je ne saurais conclure mon propos sans exprimer ma gratitude aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police pour leur engagement remarquable. Je rends hommage à tous nos Casques bleus, dont plusieurs ont fait le sacrifice ultime pour la cause de la paix et de la stabilité au Mali. La MINUSMA a eu un impact tangible sur le terrain et apporté un soutien inestimable aux autorités et au peuple maliens, dans ce qui s'est avéré être l'une des opérations de maintien de la paix les plus difficiles jamais entreprises par l'ONU.

La MINUSMA quitte le Mali, mais l'ONU, par l'intermédiaire de ses organismes, fonds et programmes, y reste. Leur travail n'a jamais été aussi vital qu'aujourd'hui. Je me félicite des assurances données par les autorités maliennes quant à leur engagement à assurer la sécurité du personnel des Nations Unies. J'appelle les États Membres à envisager des contributions volontaires supplémentaires à l'équipe de pays des Nations Unies et aux acteurs humanitaires pour leur permettre de continuer à prêter assistance aux populations dans le besoin et à soutenir les efforts de développement du Mali.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Wane de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Abouya.

**M<sup>me</sup> Abouya** : Madame la Présidente, je vous adresse mes salutations les plus distinguées. Je tiens à exprimer ma gratitude pour cette invitation et la possibilité qui m'est donnée de m'adresser aux membres du Conseil aujourd'hui au sujet de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et de la situation actuelle au Mali.

Je me tiens devant le Conseil en tant que personne engagée dans la consolidation de la paix et Directrice régionale pour l'Afrique de l'Ouest de Search for Common

Ground, une organisation non gouvernementale qui a, depuis son établissement il y a 40 ans, la vocation d'appuyer les efforts en faveur de la consolidation de la paix et de la cohésion sociale. Nous prenons des engagements à long terme pour la construction d'une société saine, sûre et juste dans les contextes où les populations locales font face à des conflits violents.

Mon engagement pour la paix s'enracine dans mon histoire personnelle. J'ai vécu et subi à maintes reprises les conséquences des conflits politiques dans mon pays d'origine. Les réflexions que je partage ici sont informées par les expériences et perspectives de mes collègues et partenaires maliens, mais les opinions sont les miennes. Je voudrais prendre un moment pour reconnaître et saluer les efforts de tous – militaires, civils, Maliens, internationaux – qui se sont sacrifiés pour la paix et pour la prospérité du Mali. Il est de notre devoir à tous d'honorer leurs sacrifices dans la lutte pour la paix, de défendre la dignité humaine et d'aider chaque Malien à construire un avenir paisible. Aujourd'hui, le retrait de la MINUSMA crée une possibilité de remodeler les approches et réponses au conflit. C'est le moment pour l'ONU et les gouvernement représentés ici de redoubler d'efforts pour soutenir le peuple malien. Cela nécessitera une planification et une coordination minutieuses pour garantir le soutien continu à la protection de la vie et de la dignité humaines et à la création des conditions d'une paix durable. Pour ce faire, nous proposons quatre éléments qui nous paraissent essentiels.

Premièrement, toute action devrait illustrer une adhésion au principe de ne pas nuire en veillant à ce que la période de retrait ne mette pas en péril les progrès en matière de paix et de sécurité réalisés par les autorités maliennes et la MINUSMA.

Deuxièmement, l'ONU et la communauté internationale devront faire preuve de créativité et de flexibilité pour l'adaptation d'un mécanisme de financement afin de maintenir l'accès aux services de base et aux ressources de développement économique. Cela implique que les financements de la MINUSMA destinés aux affaires civiles et aux projets de stabilisation soient maintenus dans le pays à travers des mécanismes tels que le Fonds pour la consolidation de la paix ou d'autres qui pourraient continuer à intervenir auprès des communautés, en collaboration avec la société civile tant nationale qu'internationale.

Troisièmement, l'accent doit être mis sur la manière dont l'ONU et la communauté internationale peuvent réinvestir les fonds dédiés à la MINUSMA afin de poursuivre



le soutien au renforcement d'institutions fortes permettant de garantir la république d'un État de droit.

Enfin, nous recommandons que les efforts civils de médiation et de règlement des conflits soient renforcés afin d'établir un dialogue franc, en particulier au sein des communautés locales.

Alors que nous entrons dans une nouvelle ère de coopération internationale en matière de sécurité avec le Mali, je demande le soutien continu du Conseil au peuple malien. Même si cela peut paraître lointain, les décisions prises au sein de cette instance internationale dans les jours qui viennent auront un impact direct sur la vie de la population malienne. Nous devons garder à l'esprit la raison pour laquelle nous sommes réunis ici aujourd'hui : c'est pour aider le peuple malien à mener une vie prospère et sûre. Plaçons donc ses besoins et ses demandes au cœur de nos discussions et soutenons-le dans la construction d'un avenir radieux.

Encore une fois, je remercie le Conseil de sécurité de m'avoir écoutée et j'espère que les initiatives et les décisions prises convergeront vers une paix durable pour le Mali et le Sahel.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Abouya de son exposé.

J'appelle l'attention des orateurs et oratrices sur le paragraphe 22 de la note du Président publiée sous la cote S/2017/507, qui encourage tous les participants aux séances du Conseil de sécurité à faire leurs déclarations en cinq minutes ou moins, conformément à l'engagement du Conseil à faire un meilleur usage des séances publiques.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M<sup>me</sup> Broadhurst Estival** (France) : Je remercie le Représentant spécial ainsi que M<sup>me</sup> Abouya pour leurs interventions.

La France prend note de la lettre du Secrétaire général (S/2023/611) sur le retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Nous rendons hommage au travail accompli par les femmes et les hommes de paix au Mali et nous honorons la mémoire des Casques bleus qui y ont perdu la vie.

Les autorités de transition maliennes se sont engagées à garantir le retrait en toute sécurité de la Mission, sans restriction à ses mouvements ou à ses approvisionnements, dans le plein respect de la résolution 2690 (2023) et il est fondamental qu'elles respectent cet engagement

sur le terrain. Je rappelle que l'accord sur le statut des forces reste en vigueur jusqu'au départ du Mali du dernier élément de la MINUSMA.

Ensuite, je voudrais marquer notre préoccupation vis-à-vis de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Les affrontements qui se sont produits à Ber, avec la participation de mercenaires du groupe Wagner, sont une violation grave du cessez-le-feu et la France appelle les parties à éviter toute escalade et à reprendre des discussions sous l'égide de la médiation internationale. L'ONU doit rester pleinement engagée en soutien à l'Accord d'Alger et la France est favorable à ce qu'elle bénéficie de toutes les ressources nécessaires pour cela.

Le Conseil de sécurité doit continuer de suivre la situation au Mali avec une extrême vigilance. Nous devons apporter notre plein soutien aux efforts de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour que la transition politique soit menée à son terme dans les délais agréés, et permette l'avènement d'autorités civiles démocratiquement élues. Nous comprenons l'inquiétude des pays de la région vis-à-vis du retrait de la MINUSMA, alors que les chefs d'État de la CEDEAO ont appelé à une réflexion approfondie sur ses conséquences.

Enfin, et surtout, nous devons rester attentifs à l'impact de ce retrait pour la vie quotidienne de la population malienne, pour l'accès à l'assistance humanitaire et pour la protection des droits de l'homme.

**M<sup>me</sup> Shino** (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Wane, Représentant spécial du Secrétaire général, et M<sup>me</sup> Abouya de leurs exposés instructifs. Je salue également la participation du représentant du Mali à la présente séance.

Nous nous trouvons à un moment critique pour la paix et la stabilité au Mali et dans la région du Sahel. Nous constatons déjà les effets négatifs du retrait précipité de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). La détérioration des conditions de sécurité autour du camp de Ber est très préoccupante. L'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, signé en 2015, est le seul cadre existant pour parvenir à une paix et une réconciliation durables, et il doit être respecté. Le Japon appelle toutes les parties à s'abstenir de toute action susceptible de compromettre l'Accord.

Aujourd'hui, je voudrais rappeler trois points pertinents tandis que la MINUSMA se retire du Mali.

Premièrement, en ce qui concerne le retrait méthodique et sûr de la Mission, le Japon est profondément troublé par les attaques contre les convois de la MINUSMA et par les restrictions imposées à la Mission, notamment en ce qui concerne sa liberté de circulation et son accès aux importations et exportations. Tout en prenant acte des fréquentes consultations organisées à différents niveaux sur le processus de retrait, le Japon appelle de nouveau les autorités maliennes à coopérer pleinement avec l'ONU et souligne la nécessité de respecter toutes les dispositions de l'accord sur le statut des forces, jusqu'au départ du Mali du dernier élément de la MINUSMA.

Deuxièmement, s'agissant du transfert fluide et efficace des tâches de la MINUSMA, la participation à long terme de l'ONU au Mali est essentielle, et le Japon salue les efforts déployés actuellement en vue du transfert. Dans le même temps, nous sommes vivement préoccupés d'apprendre que certaines tâches accomplies par la Mission pourraient ne pas être transférées, en raison de la compression du calendrier de retrait de la Mission. Nous appelons les autorités maliennes, la Mission, l'équipe de pays des Nations Unies, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et les autres parties prenantes concernées à coordonner étroitement leur action et à poursuivre leur collaboration dans les mois à venir.

Troisièmement, en ce qui concerne l'importance du respect des obligations internationales, le Japon note que les tâches de la MINUSMA seront transférées principalement au Gouvernement de transition. Dans le même temps, la capacité de l'ONU à fournir une aide humanitaire et à prêter son concours à la protection des civils et des droits humains sera fortement affectée par le retrait rapide de la Mission. À cet égard, nous soulignons l'obligation des autorités maliennes et du personnel de sécurité étranger de respecter le droit international, y compris le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire, dans toutes leurs opérations.

La détérioration des conditions de sécurité au Mali et ses effets sur la région requièrent une attention plus soutenue de la part du Conseil de sécurité. Le Conseil doit continuer de dialoguer avec les autorités maliennes et les acteurs régionaux. Il est essentiel de préserver et de promouvoir la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015 et de rétablir l'ordre constitutionnel d'ici à mars 2024. Le Japon souligne qu'il importe que l'ensemble du système des Nations Unies reste mobilisé, y compris l'UNOWAS, et prend note de l'appel à mettre en place les financements et les ressources nécessaires.

Je terminerai en réaffirmant la détermination du Japon à participer de manière constructive au débat et à contribuer à une paix durable au Mali et au-delà.

**M. Agyeman** (Ghana) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Gabon, le Mozambique et le Ghana.

Nous saluons le plan de retrait intégré et multidimensionnel présenté par le Secrétaire général pour le transfert des tâches de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) d'ici au 31 décembre, et nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, M. El-Ghassim Wane, de son exposé éclairant sur la situation actuelle. Nous remercions également M<sup>me</sup> Beatrice Abouya, intervenante issue de la société civile, de ses éclairages. Nous saluons par ailleurs la participation du Représentant permanent du Mali à la présente séance.

Comme nous le savons très bien, le retrait de la MINUSMA du Mali se déroule sur un laps de temps très court et dans un contexte difficile et changeant. Les attaques terroristes contre les civils et le personnel de sécurité se poursuivent. La mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger demeure difficile. Les campagnes de désinformation et de désinformation continuent de compliquer les efforts visant à stabiliser les communautés, à protéger les civils et à fournir une aide humanitaire aux populations vulnérables. Nous souscrivons également à l'observation formulée par beaucoup selon laquelle la situation actuelle au Niger compliquera davantage les conditions de sécurité et la situation humanitaire dans la région ainsi que le processus de liquidation de la MINUSMA.

Nous restons néanmoins confiants dans la capacité de l'ONU à réaliser ses objectifs en vue d'un retrait sûr, méthodique et coordonné de la Mission, tout en préservant l'action à long terme de l'ONU dans le pays et en atténuant le risque associé aux retombées de la crise dans les pays voisins. Nous nous félicitons de la priorité accordée à l'échelle du système au processus de réduction des effectifs et de retrait. Nous encourageons les autorités de transition maliennes à coopérer pleinement, comme l'exigent l'accord sur le statut des forces et la résolution 2690 (2023), en appui au retrait de la Mission.

Dans le cadre de la poursuite des objectifs énoncés dans le plan de retrait, les trois membres africains du Conseil de sécurité souhaitent mettre l'accent sur quatre points essentiels.

Premièrement, nous nous félicitons du fait que la réduction des effectifs se déroule selon un plan en plusieurs phases, ce qui permet de consolider le personnel en tenue et le matériel dans les principaux camps avant de procéder à leur rapatriement. Nous saluons les efforts déjà déployés qui ont permis à ce jour de rapatrier environ 1 096 membres du personnel en tenue, et nous sommes solidaires des quatre soldats de la paix qui ont été blessés au cours du processus de retrait. Malgré les difficultés rencontrées sur le terrain, nous estimons qu'un retrait d'ici au 31 décembre reste possible.

Nous constatons cependant les tensions croissantes qui se font jour entre le Gouvernement de transition malien et l'un des mouvements signataires, la Coordination des mouvements de l'Azawad, ainsi que le malaise de plusieurs mouvements signataires. Nous exhortons les autorités de transition à reprendre le dialogue avec les mouvements signataires afin de préserver l'accord de cessez-le-feu et l'engagement en faveur du processus de paix.

Compte tenu des déficiences qu'entraînerait le retrait de la MINUSMA, nous demandons instamment qu'une solution rapide soit trouvée en ce qui concerne les mécanismes de surveillance du cessez-le-feu et les moyens de vérifier la situation des droits humains et d'en rendre compte. Nous insistons sur le fait que la stabilité, l'unité et l'intégrité du Mali dépendent de la capacité des autorités de transition d'amener tous les principaux segments de la population à s'engager dans une démarche inclusive.

Nous soulignons également l'importante responsabilité qui incombe au mécanisme de médiation internationale de maintenir l'accord de paix en place en entretenant le dialogue et la coordination entre le Gouvernement de transition et les mouvements signataires. Cela est essentiel pour préserver le consensus et atténuer les incidences négatives que le retrait de la MINUSMA pourrait avoir sur la poursuite de la mise en œuvre de l'accord de paix. Dans ce contexte, nous prenons acte des préoccupations exprimées quant au maintien des mesures décidées par le Conseil concernant le recensement des personnes qui entravent le processus de paix au Mali. Nous sommes toutefois d'avis que, dans les conditions de sécurité et la situation politique difficiles actuelles, ces mesures constituent une garantie nécessaire pour l'accord de paix.

Deuxièmement, les trois membres africains du Conseil de sécurité prennent acte de la volonté des autorités de transition maliennes d'assumer, après le retrait, la responsabilité de tâches telles que la transition politique et les élections, le soutien au processus de paix, le

rétablissement et l'extension de l'autorité de l'État, l'appui à la stabilisation des régions du centre, ainsi que la protection des civils et des droits humains.

Nous notons aussi la détermination des autorités de transition à rétablir l'ordre constitutionnel, dans les délais convenus avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et nous soulignons la nécessité de continuer de renforcer les institutions nationales. Nous nous félicitons que l'équipe de pays des Nations Unies soit prête à travailler avec le Gouvernement de transition pour appuyer ses efforts, conformément au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2020-2024, et nous attendons avec intérêt que le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) joue son rôle de bons offices dans le cadre du processus de paix.

Tout en reconnaissant le rôle important que l'UNOWAS et l'équipe de pays des Nations Unies peuvent jouer pour remédier aux déficiences, nous relevons qu'ils ont besoin d'un appui logistique, opérationnel et financier adéquat. Nous encourageons tout particulièrement le financement de l'appui électoral et du panier de fonds du Programme des Nations Unies pour le développement en vue de faire aboutir la transition politique et d'assurer le retour à l'ordre constitutionnel, ce qui jetterait les bases d'une paix et d'une stabilité durables au Mali.

Troisièmement, au vu des défis que le retrait de la MINUSMA pourrait poser en matière de protection des civils, alors même que les autorités maliennes assument pleinement leur responsabilité principale, les trois membres africains du Conseil de sécurité reprennent une nouvelle fois à leur compte l'appel du Secrétaire général en faveur d'une certaine souplesse dans le transfert des fonds résiduels, ainsi que d'une augmentation du financement des donateurs, afin de mieux aider les autorités et les organismes des Nations Unies à endiguer les difficultés multidimensionnelles que connaît le Mali.

Nous demeurons tout autant préoccupés par la détérioration de la situation humanitaire causée par la multiplication des attentats terroristes, avec pour conséquence une augmentation du nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire, qui dépasse désormais les 5 millions. Face à l'aggravation inquiétante du déficit de financement, nous exhortons les donateurs à apporter leur aide pour atteindre l'objectif de 751,5 millions de dollars requis pour le plan d'aide humanitaire. Nous encourageons également les institutions maliennes compétentes à s'attaquer à d'autres facteurs qui contribuent à



aggraver la situation humanitaire, tels que les changements climatiques.

Enfin, puisque nous réfléchissons à la contribution de la MINUSMA, il importe de donner la priorité aux mesures qui permettraient de maintenir la dynamique engagée pour s'attaquer aux causes profondes de la crise au Mali, y compris les déficits en matière de gouvernance et de développement. Nous estimons qu'en cette période critique, il est utile de renforcer l'appui aux travaux de la Commission de consolidation de la paix, notamment en lui fournissant un soutien financier afin qu'elle puisse donner aux agents essentiels du changement, tels que les femmes et les jeunes, les moyens de contribuer à la prise de décisions au niveau national, à la prévention des conflits et à l'organisation d'élections pacifiques, entre autres domaines. Les organisations de la société civile continuent également de jouer un rôle essentiel dans les efforts déployés pour remédier à la situation politique, aux conditions de sécurité et à la situation humanitaire.

Pour terminer, les trois membres africains du Conseil de sécurité encouragent les autorités maliennes de transition à coopérer pleinement en autorisant et en facilitant les transports terrestres et aériens, ainsi que le dédouanement, afin que le retrait de la MINUSMA se déroule sans heurt et dans les délais convenus.

Le Gabon, le Mozambique et le Ghana réaffirment leur appui commun au plan défini par le Secrétaire général dans le cadre du transfert des tâches de la MINUSMA, et estiment que la fourniture en temps utile de moyens logistiques et financiers sera déterminante pour la bonne exécution de ce plan. Nous réaffirmons également notre respect pour la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité du Mali, et soulignons que toutes les parties prenantes doivent appuyer l'exécution de ces tâches essentielles.

**M. Kariuki** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Wane, de son exposé, et je rends hommage au courage de l'ensemble du personnel des Nations Unies au Mali, qui continue d'être exposé à des menaces constantes. Je remercie également M<sup>me</sup> Abouya d'avoir partagé ses précieuses vues avec nous aujourd'hui.

La complexité du retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) est sans précédent et s'inscrit dans un contexte d'aggravation de la violence terroriste et des violations des droits humains, y compris une tendance à la hausse des violences sexuelles liées au conflit.

Le Conseil a chargé la MINUSMA de procéder à un retrait sûr et ordonné, avec pour objectif que le processus soit achevé le 31 décembre 2023. Nous demeurons convaincus que le Conseil doit se tenir prêt à revoir le calendrier si cela s'avère nécessaire. Un retrait précipité qui mettrait en péril l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015 issu du processus d'Alger et mettrait en danger la vie des soldats de la paix compromettrait la sécurité de l'ensemble de la région. Les récentes violations du cessez-le-feu survenues à Ber démontrent la nécessité urgente d'instaurer un dialogue concret et structuré entre toutes les parties à l'accord de paix en amont du transfert des sites de la MINUSMA, en particulier dans la région de Kidal.

L'ONU continue de jouer un rôle formel et essentiel à l'appui de l'accord de paix au Mali. Nous nous félicitons du plan de transition du Secrétaire général, qui constitue une étape importante pour orienter les efforts en vue de préserver la contribution de la Mission et ses réalisations de la dernière décennie.

Nous appelons l'ONU à redoubler d'efforts pour promouvoir des consultations et une médiation sérieuses entre toutes les parties à l'accord de paix, et nous exhortons ces dernières à entamer un dialogue de bonne foi. Afin que l'ONU puisse continuer à jouer son rôle à l'appui du processus de paix, le Royaume-Uni est favorable au maintien de la présence d'une entité des Nations Unies chargée précisément d'appuyer un processus de paix inclusif au Mali.

Nous demandons instamment aux autorités de transition de collaborer aux propositions de l'ONU pour qu'un soutien continue d'être apporté au bénéfice du peuple malien. L'Organisation doit accélérer les consultations avec le Mali pour définir une stratégie détaillée concernant l'avenir de l'appui de l'ONU en faveur de l'accord de paix et d'autres tâches essentielles, telles que la transition politique et la protection et la promotion des droits humains.

Enfin, comme nous l'avons déjà dit au Conseil de sécurité, le groupe mercenaire russe Wagner est directement lié aux atrocités relatives aux droits humains commises au Mali, y compris le recours systématique à la violence sexuelle liée au conflit. Comme en témoignent les récents événements en Russie, il fait partie du problème, et non de la solution, au Mali et ailleurs.

**M. Dai Bing** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Wane, de son exposé. J'ai aussi écouté attentivement la

déclaration de la représentante de la société civile. Nous saluons la participation du Représentant permanent du Mali à la présente séance.

Comme l'a souligné le Représentant spécial Wane, le processus de paix politique au Mali est à un tournant décisif. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a entamé son processus de retrait du Mali. La communauté internationale doit, dans l'intérêt de la paix et de la stabilité au Mali et dans l'ensemble de la région, aider le Mali à relever les défis qui se posent dans différents domaines et favoriser une coopération plus étroite entre l'ONU et le Mali dans le nouveau contexte.

Je voudrais souligner les points suivants.

Premièrement, il faut continuer d'appuyer le processus de paix politique au Mali.

Le Secrétaire général Guterres a récemment soumis au Conseil de sécurité une proposition de plan de transfert des tâches de la MINUSMA. L'ONU doit continuer à communiquer pleinement avec les autorités maliennes et toutes les autres parties concernées. Tout plan pertinent doit respecter la volonté du Mali et contribuer au maintien de la stabilité du pays. À l'heure actuelle, le Mali se heurte à de nombreuses difficultés dans le cadre de la préparation des élections prévues en janvier, de la promotion des réformes politiques et de la mise en œuvre de l'accord de paix. La communauté internationale doit respecter la souveraineté du Mali et son appropriation du processus et lui apporter un appui constructif en fonction de ses besoins réels. La Chine encourage les organisations régionales, telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, à renforcer leur communication avec le Mali afin de créer des synergies.

Deuxièmement, la Chine a pris note du fait que la MINUSMA est engagée dans un processus de retrait et que le Secrétariat a élaboré un plan de retrait. Les camps de la Mission sont dispersés dans tout le pays, avec un grand nombre de membres du personnel et une grande quantité de matériel, ce qui rend le processus de retrait très difficile. La MINUSMA et le Secrétariat de l'ONU doivent appliquer strictement le mandat confié par le Conseil de sécurité, renforcer la communication avec le Gouvernement malien et les pays fournisseurs de contingents et perfectionner les plans de transfert des camps, de retrait du personnel et de liquidation des biens, pour qu'ils soient mis en œuvre avec soin.

Assurer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et des biens de l'ONU est une priorité absolue. La récente

attaque contre le convoi de la MINUSMA qui se retirait de la base de Ber a fait plusieurs blessés parmi les soldats de la paix. La MINUSMA doit en tirer des enseignements, prendre des mesures concrètes pour améliorer ses capacités en matière de sécurité et faire tout son possible pour garantir un retrait méthodique et sûr de la Mission.

Troisièmement, la Chine salue les efforts dynamiques déployés par les autorités maliennes pour lutter contre le terrorisme. Actuellement, la situation politique dans la région du Sahel est instable. Les forces terroristes et extrémistes profitent de la situation pour porter atteinte à la stabilité régionale. Les pays de la région doivent régler leurs conflits et leurs différends et unir leurs forces pour relever les défis. Après le retrait de la MINUSMA, la communauté internationale ne doit pas abandonner le Mali et d'autres pays de la région dans leurs efforts de lutte contre le terrorisme et l'instabilité. Elle doit plutôt continuer à apporter son appui en termes de matériel, de moyens logistiques et de financements afin de renforcer la capacité des autorités maliennes à lutter contre le terrorisme et à protéger les civils.

Il convient également de continuer à appuyer les autres pays d'Afrique de l'Ouest et de la région du Sahel afin de maintenir la dynamique de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et de sécurité, de revitaliser les mécanismes de coopération et de maintenir une sécurité commune. Pour s'attaquer aux causes profondes du conflit, l'équipe de pays des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organismes doivent, conformément à leurs mandats respectifs, apporter un soutien accru en matière d'atténuation des conflits, de développement, de sécurité alimentaire et de protection des femmes et des enfants. Les organismes humanitaires internationaux et les principaux donateurs doivent continuer à fournir la même quantité d'aide au Mali et éviter d'assortir cette aide de conditions politiques.

**M<sup>me</sup> Dautllari** (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali, M. Wane, de sa mise à jour détaillée sur le retrait en cours de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Je salue le dévouement des soldats de la paix et du personnel, qui ont travaillé d'arrache-pied au cours des 10 dernières années pour favoriser la paix et la stabilité au Mali. Nous remercions également M<sup>me</sup> Beatrice Abouya de ses observations.

L'Albanie prend acte de la lettre du Secrétaire général présentant le plan de transfert des tâches de la

MINUSMA (S/2023/611) et juge encourageante la priorité donnée par l'ONU à la gestion de ce processus complexe. Je voudrais mettre l'accent sur trois domaines clefs.

Premièrement, l'importance d'un retrait méthodique et sûr du personnel et des soldats de la paix du Mali ne saurait être sous-estimée. Les conditions de sécurité instables, aggravées par la présence de groupes terroristes, posent des problèmes supplémentaires pour la MINUSMA. Par conséquent, la coopération indéfectible du Gouvernement de transition malien est nécessaire pour faciliter un retrait d'ici au 31 décembre. Nous sommes préoccupés par les récentes hostilités à Ber et condamnons les attaques contre la MINUSMA, qui font peser un risque important sur la sûreté et la sécurité du personnel. L'Albanie souligne la nécessité de mettre en place des mécanismes coordonnés pour le transfert des tâches et des sites au Gouvernement de transition et demande instamment aux groupes armés signataires d'apporter leur pleine coopération à cet égard.

Deuxièmement, nous sommes profondément préoccupés par la fragilité de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, conclu en 2015. Nous exhortons les parties à rester déterminées à mettre en œuvre l'Accord et à s'abstenir de se livrer à des activités hostiles, en violation du cessez-le-feu. Comme l'a souligné le Secrétaire général, de telles tensions risquent de compromettre gravement l'ensemble du processus de paix.

Le départ de la MINUSMA entraînera de nombreuses déficiences au Mali. Par conséquent, il est essentiel que le Gouvernement de transition se concentre sur la progression de la transition politique et sur la réalisation de progrès tangibles afin de garantir un retour à l'ordre constitutionnel, dans les délais convenus avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, tout en créant les conditions propices à un espace politique et civil inclusif.

Troisièmement, face à la persistance des violations des droits humains et atteintes à ces droits au Mali, nous appelons le Gouvernement de transition à respecter ses obligations internationales de protéger les civils et de mener des opérations de sécurité dans le respect du droit international humanitaire. À cet égard, le partenariat avec le Groupe Wagner suscite de vives inquiétudes et n'apportera ni paix ni stabilité au Mali. De même, la situation humanitaire est désastreuse et s'aggravera encore du fait du retrait de la MINUSMA. L'aide humanitaire et la garantie d'accès demeurent impératives.

Pour terminer, l'Albanie félicite l'ONU pour ce processus de retrait rapide et souligne que la présence de l'ONU et du Conseil de sécurité au Mali reste essentielle. Nous appelons les autorités maliennes à coopérer pleinement avec la MINUSMA pour garantir un retrait méthodique et sûr, tout en respectant pleinement l'accord sur le statut des forces jusqu'à son départ définitif.

**M<sup>me</sup> Gatt** (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali, M. Wane, et M<sup>me</sup> Abouya de leurs exposés.

Malte réaffirme l'importance d'un retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) efficace, de façon organisée et en toute sécurité, conformément à la résolution 2690 (2023), et nous exprimons notre appui au Secrétaire général et aux travaux réalisés en lien avec le plan de transfert des tâches de la Mission. Nous saluons les mesures qui ont été rapidement prises à cette fin, tout en soulignant la nécessité impérieuse d'assurer la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies tout au long du processus de retrait. Nous soulignons en outre que jusqu'au départ complet de la MINUSMA, sa liberté de circulation conformément à l'accord sur le statut des forces n'est pas négociable. L'accès aux importations et aux exportations dont la Mission a besoin pour son retrait ne doit faire l'objet d'aucune restriction.

Malte demeure profondément préoccupée par le vide qui pourrait résulter du départ de la MINUSMA dans le contexte de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, en particulier par les conséquences que le retrait de la Mission aura sur sa mise en œuvre. Nous appelons le Gouvernement de transition malien et les parties à l'Accord à relancer les efforts diplomatiques dans le but d'éviter toute nouvelle confrontation. Nous attendons du Mali qu'il coopère pleinement s'agissant de préserver l'accord de paix, tout en nous félicitant des discussions entre le Secrétariat, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), l'équipe de médiation internationale et les organisations régionales sur le nouveau rôle de l'UNOWAS au sein du Comité de suivi de l'Accord. Nous appelons également toutes les parties à l'Accord à respecter le processus de retrait en cours et à s'abstenir de tout acte susceptible de mettre en danger le personnel des Nations Unies durant cette phase délicate. Nous dénonçons les récents incidents survenus à Ber ce mois-ci et appelons à l'unité, à la paix et à la stabilité.

Malte condamne avec force toutes les atteintes aux droits humains et violations du droit international humanitaire. La prévention de la violence sexuelle liée

aux conflits et des violations graves contre les enfants et la lutte contre ces phénomènes doivent être des priorités. Nous demandons instamment au Gouvernement de transition malien de renforcer la protection des femmes et des enfants, en particulier dans le centre et le nord du Mali, et d'accélérer la mise en œuvre du communiqué conjoint et de son plan d'action visant à prévenir et à combattre la violence sexuelle liée aux conflits. Nous appelons également à l'adoption et à la mise en œuvre rapides d'un plan conjoint destiné à prévenir les six violations graves contre les enfants.

Nous reconnaissons et apprécions les efforts déployés par l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies pour appuyer le transfert des tâches consistant à surveiller la protection des femmes et des enfants et à en rendre compte. Dans le même temps, nous soulignons que les autorités maliennes doivent impérativement collaborer avec le système des Nations Unies afin d'assurer la protection des civils et de surveiller et d'évaluer la situation des droits humains dans le pays et d'en rendre compte.

Nous appuyons le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et l'équipe de pays des Nations Unies dans la prise en charge des tâches qui relevaient auparavant du mandat de la MINUSMA et reconnaissons la nécessité d'un financement et de ressources supplémentaires pour que ces fonctions soient correctement exécutées.

Pour conclure, Malte réaffirme son appui à la MINUSMA et à son personnel dévoué pour leur engagement inébranlable au cours des 10 dernières années. En raison de l'absence de la MINUSMA dans le pays, le Gouvernement de transition devra adopter une nouvelle approche et réaffirmer ses engagements, notamment le rétablissement de l'ordre constitutionnel d'ici à mars 2024, qui reste primordial pour parvenir à la stabilité et à la paix dans le pays et dans la région.

Malte attend avec intérêt les mises à jour qui seront présentées au Conseil au cours des prochains mois.

**M. Polyanskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, M. El-Ghassim Wane, et M<sup>me</sup> Béatrice Abouya de leurs exposés.

Nous avons lu avec attention la lettre du Secrétaire général (S/2023/611) concernant les modalités de retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Nous remercions le personnel du Secrétariat de l'ONU et de la MINUSMA des efforts qu'ils fournissent pour appliquer les décisions du Conseil de sécurité en étroite collaboration avec les dirigeants maliens. Nous relevons que le plan de retrait des soldats de la paix présenté dans la lettre s'inscrit effectivement dans le cadre établi par les dispositions de la résolution 2690 (2023), que nous avons soutenue, parce qu'elle prenait en compte les principales préoccupations de la partie malienne.

Nous insistons sur la nécessité de respecter strictement les délais fixés dans ce document en ce qui concerne le retrait des principales forces des Nations Unies, qui doit être achevé d'ici le 31 décembre. Le processus de démantèlement des infrastructures de la MINUSMA, qui devrait se dérouler pendant 18 mois après la clôture de la Mission, doit être également ordonné. Nous attendons avec intérêt de nouvelles propositions du Secrétaire général sur l'optimisation des coûts de fonctionnement de la Mission jusqu'à la fin de son retrait.

Nous sommes conscients du fait que le retrait de la Mission s'effectue dans des conditions difficiles, notamment en raison des activités des groupes terroristes. Nous condamnons les attaques perpétrées contre les soldats de la paix au cours de cette période et souhaitons un prompt rétablissement aux militaires burkinabés blessés.

Dans le même temps, nous notons que, dans l'ensemble, la première phase de l'application de la résolution 2690 (2023) s'est déroulée sans incidents graves. Nous sommes convaincus que la deuxième phase du processus, qui doit débiter le 1<sup>er</sup> septembre et qui implique un redéploiement plus important des soldats de la paix vers les régions de Gao et de Bamako, se déroulera de manière tout aussi ordonnée et organisée.

Nous appelons toutes les parties maliennes à s'abstenir de toute provocation armée et de déclarations belliqueuses pendant cette période importante pour le Mali. Nous rappelons qu'une mission de maintien de la paix des Nations Unies est autorisée à transférer son infrastructure exclusivement aux autorités officielles du pays hôte.

S'agissant de la question des modalités de transfert des compétences de la MINUSMA, dans le cadre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, à une entité des Nations Unies, telle que le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, nous croyons que toute décision à cet égard nécessite d'abord et avant tout le consentement des Maliens eux-mêmes.



Par ailleurs, nous restons convaincus que la coopération bilatérale entre la Russie et le Mali, menée à la demande de Bamako et dans le strict respect des normes applicables du droit international, ainsi que le choix souverain par le Mali de ses partenaires internationaux en matière de sécurité, posent un problème à certains de nos anciens partenaires occidentaux. Ceux-ci souffrent manifestement d'une rechute de néocolonialisme et ne parviennent pas à renoncer à leur politique de deux poids, deux mesures.

Bien sûr, ces pays pourraient aussi aider efficacement les autorités maliennes, au lieu d'essayer de discréditer les efforts que celles-ci déploient pour garantir la sécurité et lutter contre le terrorisme mais malheureusement, ils ne savent pas comment coopérer avec les pays du Sud sur un pied d'égalité et dans un respect mutuel. Par conséquent, nous n'accorderons aucune attention à leurs souffrances coloniales imaginaires.

La Russie, pour sa part, continuera de fournir au Mali et aux autres partenaires africains intéressés une assistance globale qui repose sur un respect mutuel, une coopération bilatérale et une relation d'égal à égal.

**M<sup>me</sup> Alhefeiti** (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Pour commencer, je remercie le Représentant spécial, M. El-Ghassim Wane, de son exposé sur l'évolution récente de la situation concernant le retrait du Mali de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Nous estimons qu'il est important de tenir le Conseil informé des détails de ce processus. Je remercie également M<sup>me</sup> Béatrice Abouya de son exposé utile, et je salue la participation du Représentant permanent du Mali à la présente séance.

Nous apprécions les efforts déployés par l'ONU, ainsi que son élaboration, dans un bref délai, du plan de retrait et de transfert, en coopération avec le Mali, conformément à la résolution 2690 (2023).

Nous pensons que la mise en œuvre complète et efficace du plan de retrait dans la période à venir sera cruciale pour éviter tout effet négatif qui pourrait entraver le processus de paix au Mali ou nuire à la sécurité et à la stabilité de la région, et pour ouvrir la voie à la définition du rôle que l'ONU peut jouer à l'avenir pour soutenir effectivement le Mali après le retrait de la MINUSMA.

Dans le cadre de notre discussion d'aujourd'hui, je voudrais souligner trois points.

Premièrement, le retrait de la MINUSMA dans l'ordre et la sécurité dépend intrinsèquement de la poursuite de la coopération et de la coordination entre les autorités maliennes, l'ONU et toutes les autres parties concernées. Les Émirats arabes unis soulignent l'importance de poursuivre les consultations en cours entre toutes les parties afin d'assurer un transfert des tâches sans incident et de lever tout obstacle susceptible d'entraver le processus de mise en œuvre, de manière à contribuer à protéger les acquis engrangés par les Maliens, de la MINUSMA et des autres partenaires internationaux.

Compte tenu du début du processus de retrait et de la fermeture progressive des camps de la MINUSMA, ainsi que du transfert de ses fonctions au Gouvernement malien, il importe de faire en sorte que le matériel et les camps de la MINUSMA soient transférés en toute sécurité, conformément aux procédures de l'ONU et aux obligations mutuelles conclues avec le Mali. Dans ce contexte, il convient de répondre aux préoccupations émergentes afin d'éviter tout incident de sécurité comme celui qui a précédé le retrait de la MINUSMA du camp de Ber. Nous insistons sur la nécessité de poursuivre et de renforcer la planification en amont des risques afin de garantir la sécurité des soldats de la paix et des civils.

Par ailleurs, on ne peut ignorer la gravité des informations trompeuses et erronées. Il faut y remédier en renforçant la communication stratégique de la Mission avec les acteurs concernés et sa communication constante avec la population locale.

Deuxièmement, il faut continuer de mettre l'accent sur la protection et la sécurité des civils. En effet, le retrait de la Mission intervient à un moment où les civils au Mali et dans la région du Sahel, dans son ensemble, sont confrontés à des menaces de violence de la part de groupes terroristes et à d'autres problèmes de sécurité. Par conséquent, leur protection doit rester l'une des principales priorités de toutes les parties concernées, et nous sommes convaincus que les autorités maliennes feront tout ce qui est en leur pouvoir à cet égard.

Le retrait de la MINUSMA coïncide également avec l'augmentation des besoins humanitaires. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, ces besoins ont augmenté de 17% depuis l'année dernière. Nous sommes donc encouragés par le fait que l'équipe des Nations Unies restera au Mali pour continuer de soutenir les communautés locales. À cet égard, les Émirats arabes unis soutiennent les efforts fournis par les équipes humanitaires et de développement des Nations Unies pour restructurer leur présence au Mali.

Troisièmement, un nouvel engagement en faveur du dialogue est essentiel pour la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, qui reste incontournable pour parvenir à la stabilité souhaitée au Mali. C'est pourquoi les Émirats arabes unis exhortent toutes les parties à réaffirmer leur engagement en faveur de la reprise d'un dialogue constructif, qui constitue le moyen le plus efficace de régler les différends et de désamorcer les tensions. Le dialogue permet également de renforcer la confiance et contribue à la relance du comité local de suivi de la transition au Mali et des autres mécanismes chargés de veiller à la pleine application de l'Accord. À cet égard, nous réaffirmons notre appui aux efforts de médiation internationale.

Pour leur part, les Émirats arabes unis continuent d'appeler à des progrès dans la transition politique, y compris les prochains processus électoraux convenus avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Nous attendons avec intérêt le rôle que le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel jouera pour soutenir le processus politique au Mali.

Pour terminer, les Émirats arabes unis tiennent à exprimer leur appui à tous les efforts régionaux et internationaux visant à aider le Mali à parvenir à la paix et à la stabilité.

**M. Montalvo Sosa** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie de leurs exposés le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), M. El-Ghassim Wane, et la Directrice régionale par intérim de Search for Common Ground, M<sup>me</sup> Beatrice Abouya.

Comme nous l'avons entendu ce matin, le Secrétaire général est clair dans sa lettre (S/2023/611) : le retrait de la MINUSMA, demandé par le Gouvernement de transition, va donner lieu à des lacunes dans des domaines importants du travail dont s'acquittait la Mission, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

À cet égard, ma délégation estime qu'il convient de prendre en considération les trois points suivants.

Premièrement, nous devons veiller à ce qu'un soutien financier accru soit apporté à l'équipe de pays des Nations Unies et aux bureaux régionaux, qui assumeront désormais une large part des responsabilités de la Mission. L'une des responsabilités les plus importantes, qui nécessitera bien sûr une demande du Gouvernement de transition, aura trait au processus de transition

politique et électorale. Cette responsabilité incombera au Programme des Nations Unies pour le développement, qui en assurera la continuité. À cet égard, nous constatons avec satisfaction que le plan de retrait de la Mission contient des options qui iraient dans ce sens.

Deuxièmement, de nombreuses fonctions de la MINUSMA devront être assumées par le Gouvernement de transition de manière globale. Parmi celles-ci, la plus importante est la protection des civils, qui est et devra être assurée conformément au droit international, au droit international des droits humains et au droit international humanitaire. Le respect de ces normes est primordial. Nous appelons à la poursuite des efforts humanitaires, en particulier les activités de déminage.

Troisièmement, le rôle du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, qui remplacera la MINUSMA en ce qui concerne les questions de politique de prévention des conflits et de médiation, est fondamental pour que l'accord de paix continue d'être appliqué par tous les acteurs concernés. À cet égard, nous appelons l'Algérie, en tant que chef de file de la médiation internationale, ainsi que l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, à apporter le soutien nécessaire aux parties pour engager un dialogue constructif en vue de la pleine mise en œuvre de l'accord de paix, en particulier en ce qui concerne le respect du cessez-le-feu pendant le retrait de la MINUSMA, afin d'éviter des attaques telles que celle qui a eu lieu le 13 août dans la localité de Ber, qui a contraint la Mission à avancer la date de son départ en raison de l'insécurité.

L'Équateur s'associe aux pays qui ont demandé instamment au Gouvernement de transition de respecter l'accord sur le statut des forces, qui demeure en vigueur jusqu'au départ du Mali du dernier élément de la MINUSMA, et de garantir que le retrait de la Mission se fasse de manière organisée et en toute sécurité, en assurant la liberté de circulation du personnel et des biens à toutes les étapes du retrait. À ce stade, la communication stratégique de la MINUSMA est de plus en plus cruciale pour lutter contre la désinformation et protéger son personnel.

Enfin, je lance un appel pour que l'acheminement de l'aide humanitaire nécessaire à près de 6 millions de personnes ne soit pas interrompu. Il est par ailleurs essentiel de renforcer les efforts déployés pour prévenir et combattre les violences sexuelles ainsi que pour protéger les enfants dans le cadre du conflit armé. Aujourd'hui plus que jamais, le peuple malien a besoin de notre appui.

**M. França Danese** (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial El-Ghassim Wane de son exposé détaillé. Il est essentiel que le Conseil de sécurité soit tenu pleinement informé de la situation au Mali, alors que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) procède au transfert de ses tâches et s'apprête à quitter le pays. Je remercie également M<sup>me</sup> Abouya de son exposé. Je salue la présence de la délégation malienne à la séance d'aujourd'hui.

Je remercie par ailleurs le Secrétaire général de sa lettre (S/2023/611) portant sur les principaux aspects du transfert des tâches de la MINUSMA au Gouvernement malien. Ce document est très utile, car il aborde des questions cruciales non seulement pour le retrait en toute sécurité du personnel et du matériel de la Mission, mais aussi pour la stabilisation du Mali.

Nous déplorons les actes de violence commis contre le personnel de la MINUSMA lors de son retrait du camp de Ber au cours du mois. Soyons clairs sur ce point : tout acte perpétré contre un soldat de la paix est un acte qui porte atteinte à l'ensemble de l'Organisation des Nations Unies et à tout ce qu'elle représente, et les responsables devront rendre des comptes.

Le Brésil se félicite de la collaboration avec les autorités maliennes en vue de garantir que le pays continue à bénéficier d'un appui approprié dans le cadre de sa transition politique et des efforts qu'il déploie pour mener à bien le processus de paix. La mise en œuvre réussie de ces deux volets est essentielle pour garantir le contrôle total du territoire du pays par les autorités maliennes, ainsi que leur capacité à contribuer à la réduction des effectifs et au retrait de la MINUSMA en toute sécurité.

Le Brésil réaffirme également son soutien au processus de médiation mené par l'Algérie et exhorte toutes les forces politiques maliennes à dialoguer et à reprendre la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Nous nous félicitons en outre de la stratégie définie en vue de renforcer les mandats de bons offices et de médiation du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union africaine. Nous pensons que les accords bilatéraux et régionaux jouent un rôle crucial dans la diplomatie préventive et le règlement des conflits.

Le Brésil est préoccupé par l'aggravation de la situation humanitaire au Mali. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, pas moins de

8,8 millions de personnes devraient avoir besoin d'aide cette année. Il est impératif que toutes les parties concernées permettent et appuient l'acheminement sûr et sans entrave de l'aide humanitaire à ces populations. Nous sommes particulièrement préoccupés par la situation des groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants. Le retrait de la MINUSMA ne doit pas entraîner une diminution de l'aide qui leur est apportée. Le Brésil espère que le transfert des tâches de la MINUSMA se fera en toute sécurité, en collaboration avec les autorités maliennes et avec leur pleine coopération, conformément au plan convenu.

**M. Hauri** (Suisse) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. El-Ghassim Wane, et M<sup>me</sup> Beatrice Abouya pour leurs exposés.

Le retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) est d'une ampleur et d'une complexité sans précédent, et nous saluons la priorité que l'Organisation des Nations Unies accorde à sa planification, qui inclut différentes composantes du système des Nations Unies. Nous soutenons les objectifs identifiés par le Secrétaire général, comme la sûreté et la sécurité du personnel, la sauvegarde des acquis de la Mission et la préservation d'un environnement propice à l'engagement à long terme de l'ONU au Mali. Le plan de retrait est ambitieux et les enjeux pour le Mali sont importants.

Je souhaite souligner trois points.

Premièrement, la sûreté et la sécurité du personnel de la MINUSMA doivent être assurées. Les événements à Ber, il y a quelques semaines, et d'autres cas où la MINUSMA a été directement attaquée, ont montré à quel point le personnel de la Mission est exposé et menacé. Malheureusement il faut s'attendre à ce que les risques pour le personnel augmentent, d'autant plus que les campagnes de désinformation contre la MINUSMA adoptent de nouveaux narratifs. Nous saluons donc les mesures présentées par le Secrétaire général dans le domaine de la communication stratégique. Au-delà du retrait de la MINUSMA, nous sommes en faveur du maintien d'une unité de gardes dotée, équipée et formée de manière adéquate pour répondre aux risques auxquels le personnel chargé de la phase de liquidation pourrait être confronté. Nous comptons sur le soutien des Forces armées maliennes en matière de protection des abords des infrastructures onusiennes restantes, et ceci inclut la sûreté de l'unité de gardes.

Deuxièmement, la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali demeure plus que jamais cruciale et urgente. Dans ce contexte, l'intensification des tensions entre le Gouvernement de transition et la Coordination des mouvements de l'Azawad, liées au retrait imminent de la MINUSMA, nous inquiète. Neuf ans de travail, de dialogue et d'efforts pour la réconciliation nationale sont en jeu, avant tout pour le peuple malien, mais également pour la région et l'ensemble de la communauté internationale. La Suisse partage l'analyse du Secrétaire général selon laquelle des mesures de confiance sont indispensables pour remettre le processus de paix sur les rails. Nous soulignons également que toute violation du cessez-le-feu pourrait entraver la reprise du processus de paix. Pour soutenir les efforts de la médiation internationale pour la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, la question de la pertinence de mettre en place un mécanisme d'accompagnement avec les ressources adéquates et, de préférence, une présence permanente sur place se pose. Toute réflexion à ce sujet devrait être coordonnée avec les autorités maliennes, les autres parties signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali et la médiation internationale.

Troisièmement, les discussions sur la reprise des multiples tâches de la MINUSMA doivent aboutir à des propositions concrètes d'ici à la fin de l'année. Nous appelons toutes les parties à faire de leur mieux pour trouver un accord. Quelques suggestions concrètes ont déjà été faites par le Secrétaire général. La Suisse soutient, par exemple, le transfert des tâches politiques au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), et elle se tient à disposition pour contribuer aux réflexions à ce sujet. Nous notons également que certaines activités précédemment menées par la MINUSMA ne peuvent pas être transférées, ce qui aura des conséquences, entre autres, sur la protection de civils et l'approvisionnement de l'aide humanitaire. Nous saluons toutes les mesures prises pour minimiser l'impact du retrait de la MINUSMA sur la population et mieux répondre aux besoins humanitaires. Nous prenons également note du fait qu'aucune des organisations mentionnées dans la lettre du Secrétaire général (S/2023/611), entre autres l'UNOWAS, l'équipe de pays des Nations Unies et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, ne dispose de ressources adéquates pour assumer des tâches supplémentaires et que des ajustements budgétaires seraient nécessaires.

Pour conclure, je souhaite remercier la MINUSMA et tout son personnel, ainsi que le Secrétariat à New York, pour leurs engagements et les efforts entrepris depuis le 1<sup>er</sup> juillet dans le but d'assurer un retrait sûr et ordonné.

Les tâches les plus importantes et les plus difficiles sont encore à venir. Nous appelons tous les acteurs à coopérer avec la MINUSMA afin que son retrait puisse être mis en œuvre selon le plan et en toute sûreté et sécurité.

Enfin, nous espérons que le Conseil pourra fournir le soutien et l'orientation nécessaires dans la suite de ce processus en se basant sur les informations du Secrétaire général sur les développements importants.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des États-Unis.

Je tiens tout d'abord à remercier le Représentant spécial Wane de son exposé et de son rôle de chef de file en cette période extrêmement difficile pour le Mali et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Je remercie également M<sup>me</sup> Abouya de son exposé et de ses recommandations en faveur du peuple malien, et je salue la participation à la présente séance du Représentant permanent du Mali.

Comme beaucoup d'entre nous le craignaient, la décision prise par le Gouvernement de transition de mettre fin aux activités de la MINUSMA a déjà déclenché un regain de violence sur le terrain. Nous sommes alarmés par la reprise des hostilités dans le nord du Mali, notamment par les violations du cessez-le-feu commises pendant les affrontements qui se sont produits les 11 et 12 août dans le camp de Ber et les attaques menées par la suite contre un convoi de la MINUSMA, le 13 août. De plus, le retrait de la MINUSMA limite la capacité de la communauté internationale de protéger les civils contre les activités de prédation du groupe Wagner, lesquelles contribuent à accroître l'insécurité dans le pays.

Nous sommes profondément reconnaissants aux femmes et aux hommes de la MINUSMA et aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police pour leur engagement en faveur de la paix au Mali face à un grave danger. Nous condamnons fermement les attaques insensées perpétrées contre les soldats de la paix, qui risquent de réduire à néant des années de progrès sur la voie de la paix et de la stabilité et tant d'avancées remarquables réalisées par l'ONU et les Maliens. Soyons clairs. Si une guerre venait à éclater, elle provoquerait de nouveaux ravages indicibles et impensables parmi la population malienne, qui a déjà enduré tant de souffrances inutiles. Le peuple malien mérite la paix. Une plus grande instabilité donnerait au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans et au groupe « Province du



Sahel de l'État islamique » la possibilité d'étendre leur accès et leur influence. Ce serait la recette du désastre. Le Gouvernement de transition malien et les groupes armés signataires, ainsi que l'ONU et la communauté internationale, doivent faire preuve d'un engagement urgent et redynamisé en faveur de l'Accord issu du processus d'Alger. Cet accord reste, tout simplement, le meilleur moyen de parvenir à une paix et à une stabilité durables au Mali. À cette fin, nous appelons toutes les parties signataires à reprendre immédiatement leur coopération avec la médiation internationale.

Les États-Unis se félicitent du plan du Secrétaire général qui prévoit le transfert de certaines tâches de la MINUSMA, et nous exhortons vivement l'ONU à formuler des recommandations concrètes en vue du transfert des tâches de la Mission liées à l'Accord issu du processus d'Alger, afin d'éviter des retards importants dans leur exécution. La création d'une composante spécialisée au sein du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel pourrait être le moyen le plus prudent d'assurer la continuité des activités à cet égard. Au vu des événements dangereux survenus ce mois-ci dans le contexte du retrait forcé de la MINUSMA à Ber, la MINUSMA doit poursuivre le dialogue avec toutes les parties signataires de l'Accord issu du processus d'Alger pendant que les activités de retrait suivent leur cours. Les États-Unis exhortent en outre les parties à régler leurs différends par la voie du dialogue et à collaborer avec la MINUSMA pour conclure un accord pourvoyant au transfert pacifique et en toute sécurité de ses camps et de ses bases aux autorités maliennes. Alors que la situation est de plus en plus instable, ces transferts doivent donner la priorité à la sûreté et à la sécurité des soldats de la paix. Toutes les parties doivent s'abstenir de toute action susceptible de compromettre le retrait sûr et ordonné de la MINUSMA ou de mettre en danger le personnel des Nations Unies. Je tiens également à rappeler aux autorités de transition que l'accord sur le statut des forces et ses dispositions garantissant la liberté de circulation de la MINUSMA sur l'ensemble du territoire malien restent pleinement en vigueur jusqu'au départ des derniers éléments de la Mission, qui se prolongera au-delà du 31 décembre.

Le Gouvernement de transition a jusqu'à présent coopéré dans le cadre du retrait de la Mission, ce qui est remarquable compte tenu des difficultés qu'il a déjà rencontrées, mais il doit poursuivre sur cette voie. Je redis combien la décision de mettre fin à la présence de la MINUSMA au Mali est regrettable, mais de l'eau a coulé sous les ponts. Les dirigeants maliens ont maintenant la possibilité de faire fond sur l'héritage important laissé

par la MINUSMA et de s'engager de nouveau en faveur du dialogue en vue de régler les différends plutôt que de recourir à la violence. Nous exhortons tous les Maliens et tous les dirigeants maliens à choisir la voie de la paix et de la stabilité et à décider de l'avenir du peuple malien.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant du Mali.

**M. Konfourou (Mali) :** Je voudrais d'abord commencer par remercier les membres du Conseil pour l'opportunité qu'ils me donnent de partager avec eux les observations du Gouvernement malien sur le rapport d'étape du Secrétaire général (S/2023/611) dans le cadre du retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Je tiens à remercier le Chef de la MINUSMA, M. El-Ghas-sim Wane, pour sa présentation de ce rapport.

Le Gouvernement malien se réjouit que le Conseil de sécurité ait accédé à sa demande formulée en juin dernier, et, depuis, il travaille en étroite coopération avec la MINUSMA pour un retrait coordonné, sécurisé et ordonné, conformément au délai du 31 décembre décidé par le Conseil. Ainsi, dès l'adoption de la résolution 2690 (2023), le 30 juin, le Gouvernement malien a multiplié les concertations avec la MINUSMA tant aux niveaux technique que politique, en vue de faciliter et de diligenter le processus de retrait de la Mission du territoire du Mali.

À ce stade de mon propos, je tiens à exprimer la surprise du Gouvernement du Mali suite aux affirmations contenues dans le rapport et faisant état de restrictions de vols et de limitations d'importations imposées à la MINUSMA. Les canaux de communication et groupes de travail mis en place, à tous les niveaux de décision, ainsi que les contacts directs en cours, ont renforcé significativement le cadre d'échanges entre l'administration malienne et la MINUSMA. Ces affirmations sont d'autant plus surprenantes qu'elles sont factuellement sans fondement et objectivement contraires à l'esprit constructif et de coopération que le Gouvernement n'a cessé de manifester à l'égard de la MINUSMA et des missions dépêchées depuis le Siège à New York. Les visites des Secrétaires généraux adjoints Atul Khare, Jean-Pierre Lacroix et Gilles Michaud, qu'il faut saluer, en sont une parfaite illustration.

S'agissant de nos attentes, l'occasion m'est ainsi offerte de rappeler que le Gouvernement du Mali espère

recevoir bientôt des informations détaillées concernant l'effectif de la MINUSMA, ainsi que le plan prévisionnel de fermeture graduelle des différents services de la Mission. Dans la même dynamique, je souligne que, contrairement à certains passages du rapport d'étape, le Gouvernement du Mali a évalué avec beaucoup de sérénité le retrait de la MINUSMA et élaboré les mesures nécessaires pour faire face à tout éventuel vide sécuritaire qui y sera lié. En effet, je tiens à rappeler qu'une analyse objective des conséquences de ce retrait a précédé la décision mûrement réfléchie du Mali de demander le retrait de la MINUSMA, et les dispositions prises en amont se poursuivent et ont, entre autres, montré que les Forces de défense et de sécurité du Mali sont prêtes à faire face à toutes les situations, y compris la remise anticipée des camps, comme ce fut le cas le 13 août dernier à Ber.

Par ailleurs, le retrait de la MINUSMA, dont l'adaptation des mandats au contexte malien a été plusieurs fois relevée par de nombreux membres de l'Organisation, découle d'une demande forte des populations maliennes. À ce sujet, le Gouvernement se félicite de l'exécution de la première phase du retrait de la MINUSMA, au cours de laquelle quatre camps ont été rétrocédés.

Si les transferts des camps à Ogossogou, Goundam et Ménaka ont été pacifiques, le Gouvernement déplore les incidents qui ont émaillé celui de Ber, au cours duquel des groupes armés terroristes ont engagé des actions hostiles pour empêcher l'occupation du camp par les Forces de défense et de sécurité du Mali. Cet incident, qui a causé six morts dans nos rangs, pour lesquels le Gouvernement du Mali présente les condoléances de la nation, et au cours duquel au moins 72 combattants terroristes ont été neutralisés, montre, une fois de plus, la détermination des Forces armées maliennes à assumer leurs missions régaliennes de défense du territoire national et de protection des populations et de leurs biens.

Cette détermination du Mali à faire occuper par l'armée malienne tous les camps qui seront libérés par la MINUSMA ne constitue évidemment pas un acte de belligérance ou de rupture du processus de paix. Au contraire, elle s'inscrit dans le processus régulier de rétrocession des emprises de la Mission, dans le respect du cadre juridique en vigueur, notamment l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger ainsi que toutes les résolutions du Conseil de sécurité, qui reconnaissent la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Mali.

Il est important de noter que les Forces de défense et de sécurité du Mali ont été attaquées par des groupes armés terroristes, qu'elles n'ont violé ni l'Accord, encore

moins le cessez-le-feu, et n'ont pas l'intention de le faire. Cependant, si nos forces sont attaquées ou empêchées d'accomplir leurs missions, elles se verront dans l'obligation de réagir vigoureusement. Le Gouvernement entend ainsi poursuivre ses efforts visant à restaurer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national, afin de sécuriser les personnes et leurs biens et de fournir les services sociaux de base aux populations maliennes.

Au demeurant, le Gouvernement réitère son attachement à la mise en œuvre intelligente et diligente de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, en collaboration avec les mouvements signataires qui le souhaitent, en vue de rétablir une paix et une stabilité durables au Mali, au bénéfice de nos populations. J'ai pu informer le Conseil tout à l'heure que le Ministre de la réconciliation, de la paix et de la cohésion nationale, chargé de la paix et de la réconciliation au Mali, vient d'inviter les frères des mouvements signataires, aujourd'hui même, à revenir à la table des négociations en vue de surmonter les défis actuels par la voie du dialogue. Il a réaffirmé par la même occasion dans ce communiqué l'attachement du Gouvernement du Mali à la paix et à la réconciliation, ainsi qu'au respect de l'accord de cessez-le-feu du 23 mai 2014.

Je puis cependant assurer le Conseil que nous dénonçons les collusions constatées récemment entre les groupes armés et les organisations terroristes, et rappelons que les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité exigeaient que tous les groupes armés renoncent à la violence et rompent avec les organisations terroristes et la criminalité transnationale organisée. Par ailleurs, le Gouvernement attache une priorité de rang élevé au traitement des aspects environnementaux du retrait de la MINUSMA et encourage la Mission à poursuivre, voire renforcer les mesures pour veiller à réduire l'empreinte environnementale de la Mission, notamment à travers les visites conjointes d'inspection environnementale liée à la dépollution.

À cet égard, je souhaite notamment que les conteneurs de sable contaminé laissés à Ber soient évacués en lieu sûr et bien traités, conformément aux normes de l'ONU et à la législation nationale en la matière. Ainsi, face aux inquiétudes évoquées concernant la surveillance et l'établissement de rapports sur les droits de l'homme au Mali, je rappelle que le retrait de la MINUSMA ne saurait en rien entamer la détermination et l'engagement des autorités maliennes en matière de respect et de protection des droits de l'homme, qui constituent un précieux héritage de notre glorieuse histoire et une valeur cardinale de notre société.

La deuxième phase de transfert des emprises de la MINUSMA à l'État malien, qui commence dès le 1<sup>er</sup> septembre 2023, doit s'exécuter suivant le chronogramme convenu. Autant nous sommes ouverts au dialogue pour régler pacifiquement les questions ponctuelles qui peuvent se poser, autant nous tenons au respect strict des délais convenus pour le transfert des camps de Tessalit, d'Aguelhok et de Kidal à l'État du Mali. Je tiens à rappeler que le Gouvernement du Mali n'envisage pas de prolongation du délai de départ de la MINUSMA au-delà de la date du 31 décembre 2023, fixée par la résolution 2690 (2023).

Le retrait de la MINUSMA ne signifie pas la fin de la coopération entre la République du Mali et l'Organisation des Nations Unies. Le Mali demeure un membre à part entière de l'ONU et, à ce titre, le Gouvernement entend poursuivre sa coopération avec les programmes, les fonds et les organismes du système des Nations Unies déjà présents au Mali, y compris en continuant d'assurer leur sécurité, eux qui accomplissent par ailleurs un travail remarquable sur le terrain.

Sur le rôle futur de l'ONU dans le processus de paix au Mali, et conformément à la vision de S. E. le colonel Assimi Goïta, Président de la transition et chef de l'État, qui entend renforcer l'appropriation nationale de ce processus, le Gouvernement du Mali souhaite donner la priorité au dialogue inter-malien, permettant à notre peuple de trouver en son sein les ressorts et les compromis dynamiques nécessaires à la cohésion nationale et à la réconciliation.

Dans cet esprit constructif, le Mali souhaite donner une nouvelle chance aux mesures de confiance et, à cet égard, je réitère la requête du Gouvernement du Mali de lever le régime de sanctions, conformément à la lettre

datée du 15 août 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité (S/2023/605, annexe).

Après plus de 10 ans de crise, aux conséquences particulièrement désastreuses pour nos populations, le peuple malien veut en finir avec ce conflit. C'est la raison pour laquelle il exige du Gouvernement de privilégier des solutions endogènes durables. Il se montre sceptique quant aux préconisations extérieures qui, parfois en toute bonne foi, et d'autres fois avec des agendas divers, ont maintenu et entretenu la crise, au lieu de la régler durablement.

Avant de conclure, je renouvelle l'engagement du Gouvernement du Mali déjà exprimé à l'occasion des visites au Mali des responsables du Secrétariat de l'ONU, en vue de mener à bien la phase de liquidation, que nous souhaitons réduite au minimum. Au moment où la MINUSMA se retire du Mali, il me plaît de saluer les efforts et parfois les sacrifices consentis par le personnel des Nations Unies pour aider le Mali à réaliser la paix et la stabilité.

Je m'incline devant la mémoire de toutes les victimes de la crise malienne, civiles comme militaires, maliennes comme étrangères, tombées au champ d'honneur au Mali. Et je donne l'assurance que le Gouvernement ne ménagera aucun effort pour identifier et traduire devant la justice les auteurs d'actes criminels contre nos populations civiles, nos forces et le personnel des Nations Unies. J'adresse mes vifs remerciements à tous les amis du Mali, bilatéraux comme multilatéraux, pour leur soutien appréciable à nos efforts de sortie de crise et de développement.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

*La séance est levée à 11 h 40.*